

peuvent se tromper. C'est le sort commun. Ils n'ont pas le droit de dissimuler leur pensée pour flatter le malade. J'ajoute que vous seriez le premier, mon cher ami, à le leur déconseiller. Vos réserves au sujet de *l'Etape*, comme au sujet de ma première réponse, prouvent que vous doutez simplement de l'exactitude de mon diagnostic sur notre pays. Je ne peux en garantir que la sincérité.

Septembre 1902.

## VII

### DÉCENTRALISATION (1)

---

Il est beaucoup parlé de décentralisation depuis deux mois. Commissions, discours, ligues, brochures, articles se multiplient autour de ce problème. Il est rassurant de constater que la conscience des droits de l'individu en face de l'Etat n'est pas abolie en France. Cent années de bureaucratie ont bien pu peser sur ce pays et le déformer cruellement. L'abus de l'esprit latin, ce besoin de reproduire, jusqu'à la fausser par excès de servilisme, l'administration romaine, n'a pas détruit l'instinct d'indépendance propre au sang celtique et au sang germanique, ces deux autres éléments dont est issue notre race. Il n'est que temps d'y faire appel, si nous ne voulons pas céder définitivement l'hégémonie du monde à des peuples qui ont, depuis cent ans, à rebours de nous, com-

(1) A propos d'une commission réunie pour étudier une réforme administrative (1895).

pris, protégé, exalté le culte de l'initiative individuelle. La question est si vitale qu'elle nous intéresse tous, même les plus étrangers à l'action politique. Que ce soit l'excuse pour ces notes d'un indépendant.

## I

Voilà où réside, en effet, le mal de la France. Ni les bonnes lois ni les bonnes mœurs ne lui manquent. La moyenne du Code et surtout la moyenne des vertus familiales sont encore hautes chez elle. En revanche, elle ne produit plus assez d'individus. Les hommes lui font défaut. L'indigence de l'initiative personnelle, l'appauvrissement, presque l'atrophie de l'esprit d'entreprise et de responsabilité, telle aura été, durant ce siècle de fonctionnariat à outrance, la vraie caractéristique du pays. A l'intérieur, ce manque d'initiative s'est traduit à plusieurs reprises d'une manière bien étonnante, en 1830, en 1848, en 1870, par l'acceptation servile des coups de force exécutés à Paris sur le pouvoir central. Toute la nation s'est inclinée presque mécaniquement devant eux, alors qu'ils allaient contre tous ses besoins, contre tous ses désirs, et n'assistons-nous pas depuis quelques années au spectacle non moins surprenant d'une majorité catholique subissant des lois de persécution

sans se défendre, sous la simple pression de la machine administrative? A l'extérieur, ce même manque d'initiative est déploré par tous les voyageurs qui visitent nos colonies. Ils nous les représentent comme peuplées de fonctionnaires et en train de végéter dans une pauvreté d'action humiliante. L'on se rappelle par contre avec tristesse qu'il fut une époque où nous disputions aux Anglais l'empire des Indes, où nous nous installions au Canada avec tant de force que notre langue et notre race y subsistent invincibles à la conquête. Plus loin, dans le moyen âge, quelques années ne nous suffisaient-elles pas pour fonder cette étonnante *Princée* d'Achaïe dont Buchon a retrouvé les archives? Encore aujourd'hui, quand on court le Péloponèse, les seules ruines qui apparaissent à côté de celles de l'antiquité mycénienne sont des ruines françaises. De quelle étreinte nos pères du treizième siècle savaient prendre un pays, les ruines de leurs forteresses sur les montagnes le proclament et les noms que leur bref empire a su partout imposer. Une baie, où ils furent, dit le chroniqueur, frappés par la *clarence* de l'air, s'appelle encore aujourd'hui *Clarentza*. Une plaine, dont ils pensaient qu'elle ressemblait au Gâtinais, s'appelle *Gastouni*. Tel château destiné à mater les Grecs, les « Griphons » — c'était leur terme de mépris — se dénomme *Matagryphon*. Vous passez l'Alphée sur un pont dont le guide vous dit que c'est le pont des *Franghikons*, et des armoiries à sa tête vous attestent que ces pierres ont

bien été mises là par ces grands conquérants qui furent aussi, comme c'est la coutume des races fortes, de grands bâtisseurs. Ils n'ont possédé cette terre que quatre-vingts ans et ils l'ont faite leur à un tel point qu'une France féodale est là, toujours visible. Et l'on se dit involontairement : Sommes-nous déçus de cette énergie ? Mais non. Ce n'est pas l'énergie qui diminue chez le Français de nos jours. — « Quand il s'est agi d'aller à Madagascar, » disait devant moi un de nos ministres, « toute l'armée a demandé à partir... » Tant qu'un peuple demeure militaire à ce degré, la race est intacte en lui. Ce qui fait défaut, c'est l'éducation de cette énergie, c'est l'habitude de l'employer librement, solitairement, avec la conscience et avec l'audace de la responsabilité. Ces mêmes hommes qui se feront tuer avec des bravoures de héros quand l'ordre leur sera donné d'en haut, deviennent des hésitants, des timides, des paralysés, quand il s'agit de se décider par eux-mêmes, de concevoir un projet individuel, de s'associer spontanément, et pour tout dire d'un mot, *d'entreprendre*.

## II

Cette habitude d'entreprendre, où le Français de notre âge s'y dresserait-il, quand toutes choses

autour de lui contribuent à en faire un animal administré. Enfant, c'est un enseignement de l'Etat qu'il reçoit, dans un bâtiment de l'Etat, régi par l'Etat, peuplé de professeurs nommés par l'Etat. Adolescent, il voit autour de lui dans sa ville tous les pouvoirs résider aux mains des fonctionnaires de l'Etat, tous les honneurs décernés par l'Etat. Jeune homme, il doit préparer un examen dont le programme a été fixé par l'Etat, et c'est une école de l'Etat qu'il lui faut traverser à l'entrée de presque toutes les carrières. Pour corriger l'effet de cette pression quotidienne, à quel moment a-t-on suscité chez lui le sens de la responsabilité individuelle ? Ce n'est pas au collège et sous le joug d'une discipline unitaire de couvent et de caserne. Ce n'est pas davantage à sa majorité politique, et quand on l'invite à donner son opinion sur les affaires du pays par un bulletin de vote. Il est appelé tout de suite à choisir entre des programmes d'autant plus inintelligibles pour lui, qu'il s'agit précisément de décider entre les différentes façons de diriger cet Etat-monstre, cette colossale machine où s'absorbent tous les intérêts de toutes les parties du pays. Paysan ou bourgeois, noble ou prolétaire, l'électeur placé devant un problème de cette complexité ne peut émettre qu'un suffrage aveugle et incompetent. De là dérivent ces deux résultats, si contradictoires en apparence, si profondément solidaires quand on se représente l'illogisme de cette formule, une démocratie administrative : — depuis cent ans les Fran-

çais ne se sont occupés avec passion que de politique, et leur principal défaut est de manquer totalement, radicalement, d'esprit politique.

Ces réflexions ne sont pas neuves. Elles circulent dans toute l'œuvre de Balzac. — Elles sont la moelle même des écrits de M. Le Play et de M. Taine. Il faut croire pourtant qu'elles n'ont pas été assez répétées, puisque nous en sommes devant l'empiétement de plus en plus oppressif du service de l'Etat, aux commissions et sous-commissions, aux groupes parlementaires et aux ligues d'étude. N'importe. C'est un commencement. Les décentralisateurs, en s'attaquant droit à ce service d'Etat, aperçoivent du moins très exactement la raison essentielle de notre anémie d'initiative. A travers leurs formules, vagues encore, ils affirment deux vérités très précises. La première, c'est que l'énergie individuelle, avant d'être un principe, doit être une résultante. Ce n'est pas en exaltant l'individualisme que l'on produit des individualités, c'est en observant des conditions que l'histoire nous indique. Elle nous apprend que l'homme, créature locale et bornée, a besoin, pour atteindre son complet développement, d'être situé dans un milieu local et borné comme lui, où sa personnalité compte, où son action quotidienne soit efficace, où sa responsabilité soit contrôlée sans cesse par des effets immédiatement saisissables. De là résulte — l'expérience des siècles le démontre — la bienfaisance, la nécessité des petites patries

dans la grande. La seconde de ces vérités enseignée aussi par l'histoire, c'est que l'autonomie donnée à ces petites patries, bien loin de nuire à la grande la nourrit, l'affermi, l'enrichit. Un peuple n'est que l'addition de vingt, de trente tribus en lui, et tant vaut l'énergie de chacun des éléments constitutifs, tant vaut l'énergie de l'ensemble, pourvu que l'unité ne soit pas brisée. Par quels procédés pratiques les décentralisateurs réduiraient-ils chez nous le despotisme de l'Etat sans toucher à cette unité que l'action extérieure de la France exige? C'est une suite de problèmes techniques qui doit être résolue par des hommes spéciaux. Mais le courant qui donnera à ces spécialistes la force de seulement tenter cette œuvre ne sera excité que par des discussions d'idées. Quand un très grand nombre de personnes dans un pays pensent et disent qu'une réforme est nécessaire, cette réforme est bien près d'être accomplie.

### III

Pour ma part, j'ai été d'autant plus frappé de ce mouvement décentralisateur, et entre autres d'un discours très vigoureux de M. de Marcère, que ces signes de renouveau me sont arrivés hors Paris, au moment même où je visitais quelques-unes des petites villes groupées autour de Florence, Pise,

Lucques et Sienne. A parcourir les rues de ces villes qui ont grandi à travers de constants dangers, et qui sont restées si belles, si intactes, cette loi de bienfaisance de la vie locale m'apparaissait aussi claire que le ciel d'azur épolé sur leurs remparts. Pas une de ces villes qui n'ait, dans son passé d'indépendance, de quoi fournir à l'histoire une galerie d'admirables figures d'hommes d'action et de pensée. Pas une qui n'atteste, par la splendeur et l'originalité de ses architectures, avec quel amour ces citoyens l'ont construite et parée. La destinée n'a pas permis aux trois que j'ai nommées de se développer tout entières. Une effroyable peste a subitement paralysé Sienne en plein essor. au milieu du quatorzième siècle. Vers la même époque, Pise était atteinte dans la source même de la vie, par la capture de seize mille de ses jeunes gens. Les Génois refusèrent de les rendre, afin d'épuiser la génération à venir. C'était le temps aussi où la tyrannie de Castruccio Castracani écrasait Lucques. Ainsi arrêtées avant d'avoir pu se réaliser tout entières, ces villes n'en affirment que plus fortement ce que peut l'esprit civique, puisque leur ébauche est déjà un tout si complet.

Quelles villes ! Les palais s'y serrent contre les palais. Les sculptures s'y multiplient, comme si l'incantation d'un magicien avait partout animé la pierre et le marbre. Les fresques y succèdent aux fresques, où des foules s'évoquent, traitées dans cette large et simple manière toscane qui serre

les visages les uns contre les autres, qui dresse, qui maçonne comme des murs de physionomies humaines dans les fonds des scènes bibliques ou évangéliques. Tous ces visages sont des portraits. Les vieux Pisans sont là, qui vous regardent, qui vont vous parler, dans les peintures de Benozzo-Gozzoli, au Campo Santo de Pise; les vieux Lucquois dans celles d'Amico Aspertini, à San Frediano de Lucques; les vieux Siennois dans celles de Lorenzetti, au municipe de Sienne. Ce que vous lisez sur ces visages c'est que chaque ville avait su se faire des hommes, *ses* hommes, ceux qu'il lui fallait pour sa besogne. Une originalité irréductible, une personnalité puissante se dégagent de ces groupes divers. Vous comprenez alors que si l'Italie a pu vivre à travers tant d'épreuves et de si terribles, c'est que, pendant tout le moyen âge, ses cités furent libres, que chacune s'était constituée comme un monde. L'union leur a manqué. C'est le danger de cette multiplication des parties locales. Quelles eussent été à la fois libres et liguées, indépendantes et associées — ce n'est pas là un rêve impossible, puisque les Etat-Unis d'Amérique l'ont réalisé dans des conditions bien autrement complexes — quels prodiges n'eût pas accomplis cette nation qui a su trouver le secret de faire pousser chez elle une humanité plus vivace, ce qu'Alfieri appelle dans son mot souvent rapporté « une plante humaine plus verte qu'ailleurs ! »

## IV

Les grands artistes de ces temps lointains sentaient dès lors, d'un sûr et clairvoyant instinct, que la source de toute vie était là, pour eux comme pour tous leurs concitoyens, dans cette santé, dans cette vigueur de la ville natale. Cet art toscan, de plus en plus pénétré, imbibé d'un suc de terroir, et de plus en plus robuste à mesure qu'il se fait plus toscan, plus civique, en est la preuve. Dans aucune œuvre ce sentiment ne se traduit avec plus de pathétique et de conscience que dans cette *Allégorie de la ville de Pise* sculptée par Giovanni Pisano pour la chaire de la cathédrale de cette ville. Quand Giovanni conçut et qu'il exécuta ce groupe, Pise était justement au lendemain de cette défaite de la Meloria qui marqua le début de sa cadence. Rien de plus tragique, de plus douloureux que la figure dans laquelle l'artiste a incarné sa cité, atteinte déjà. C'est une grande et maigre femme, voûtée, déformée, presque bossue. De sa poitrine rentrée jaillissent deux seins très petits, auxquels sont suspendus deux nourrissons maigres comme elle, et qui sucent de leurs bouches affamées le lait trop rare de ses mamelles appauvries. Elle n'est plus jeune. Elle a suffi déjà à d'épuisantes tâches. Elle a un peu de ventre sous

sa robe, et son masque, d'une austérité comme pétrie d'amertume, trahit plus d'ardeur que d'espérance, plus de courage que de foi. « Ah ! » semble-t-elle dire de sa bouche sévère : « Je veux vivre, vivre pour vous, mes enfants. Car, si je meurs, je sais que vous mourrez... » Les quatre statues sculptées sur son piédestal, *la Force, la Prudence, la Justice, la Tempérance*, ne lui sont de rien, ne sont rien. On dirait qu'en les faisant aussi académiques, aussi froides qu'il a fait sa Pise réelle et palpitante, l'artiste a voulu affirmer l'inefficacité des idées abstraites à remplacer la sève brûlante et impérieuse qu'élaborent un sol, un climat, une hérédité, des coutumes, toutes ces réserves secrètes de force humaine sous-entendues dans ces mots intraduisibles : — une patrie, une province, une ville !

Etrange et poignant symbole ! Conçu dans l'anxiété civique, il continue de représenter ce sentiment à travers les différences de siècles et de patries. En contemplant cette forme de femme, lassée et passionnée, lassée de sentir que son lait tarit, passionnée de vivre pour donner la vie, les idées que je viens d'essayer de traduire se prirent à remuer dans ma rêverie. Je m'imaginai, par un mirage mystérieux, avoir devant moi non plus l'allégorie d'une ville, mais l'image de quelques-unes de nos vieilles provinces, du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest, la Picardie ou la Bretagne, la Lorraine ou l'Auvergne. Toutes ces forces jadis si intactes, si libres, si personnelles, aujourd'hui

si mutilées, si meurtries, si enchaînées, tressaillent encore du désir de sentir la vie affluer en elles pour la donner. Ne les laissons pas mourir si nous ne voulons pas que la France meure aussi!

1895.

## VIII

LA DIALECTIQUE  
DE M. MAURICE BARRÈS (1)

## I

L'entrée de M. Maurice Barrès à l'Académie française a été saluée par une approbation quasi unanime des lettrés de tous les partis. C'est un des signes réconfortants de l'heure présente — et à y regarder de près, ils commencent à se multiplier — que cette trêve des discordes civiles, et dans la compagnie elle-même et au dehors, en présence d'un écrivain de grande race. Les violences du polémiste ont été oubliées pour une heure, par un tacite accord devant le beau talent d'un des meilleurs prosateurs et des plus rares qui aient paru depuis ces vingt ans. Il y a une haute leçon dans le chiffre de voix obtenu par l'auteur :

(1) A propos de son élection à l'Académie française (Janvier 1906).